

Question écrite n°1046 - Sujet : Recrutement des professionnels de santé

Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale

Date limite de réponse à la question : 26-12-2010

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
26-11-2010	Dépôt de la question	Document écrit de la question
22-12-2010	Réponse écrite de Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé	Document écrit de la réponse

+352225922



FRAKTION

CHAMBRE DES DEPUTES

Entrée le:

26 NOV. 2010

1096

Chambre des Députés
Monsieur Laurent Mosar
Président
L-1728 Luxembourg

Luxembourg, le 26 novembre 2010

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

Depuis plusieurs années, le recrutement des professionnels de santé, que ce soient médecins, infirmières, thérapeutes, aides soignant(e)s ou autres, se fait en grande partie dans les pays limitrophes du Grand-Duché.

Il a été porté à ma connaissance que certaines unités de soins psychiatriques dans nos hôpitaux fonctionnent en grande partie grâce à du personnel francophone et germanophone ne maîtrisant parfois que de manière rudimentaire la langue luxembourgeoise ce qui peut causer des problèmes au bon déroulement et au succès de la thérapie des patients dont la langue maternelle est le luxembourgeois. Cet état des choses peut entraver les thérapies adéquates qui nécessitent le plus souvent une communication très étroite entre professionnel de santé et patient. C'est surtout pour les patients dans un état psychique critique qu'il s'avère primordial de pouvoir s'exprimer dans leur langue maternelle.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement peut-il me confirmer les informations susmentionnées ?
- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il intervenir en la matière ?
- Dans l'affirmative, par quelles mesures le Gouvernement entend-il remédier à la situation ?
- Le Gouvernement peut-il m'informer sur les conditions d'engagement du personnel de santé dans les unités de soins psychiatriques ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Nancy Arendt
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 23 décembre 2010

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
31 DEC. 2010

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 247 - 82952

Réf.: 2010 - 2011 / 1046 - 02

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 1046 du 26 novembre 2010
de Madame la Députée Nancy Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Santé à la question parlementaire sous objet, concernant le recrutement des professionnels de santé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Ministre aux Relations
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé

Luxembourg, le 22 DEC. 2010

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 23 DEC. 2010	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	


Madame la Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L-2450 LUXEMBOURG

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe ma réponse à la question parlementaire no 1046 du 26 novembre 2010 de Madame la députée Nancy ARENDT.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Santé,


Mars DI BARTOLOMEO



22.12.10

**Réponse du Ministre de la Santé
à la question parlementaire n° 1046 de Madame la députée Nancy ARENDT
relative au recrutement des professionnels de santé.**

Il est vrai que le recrutement des professions de santé non médicales, à savoir celles qui sont visées par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, se fait en partie dans les régions frontalières des pays limitrophes.

Il m'importe toutefois d'emblée de rassurer l'honorable députée qu'au cours des dernières dix années aucune plainte ayant fait état d'un échec de thérapie, respectivement de fautes ou d'incidents en relation avec des problèmes linguistiques n'a été ni enregistrée ni signalée auprès des services de mon ministère.

La loi précitée prévoit d'ailleurs que toute personne exerçant une profession de santé doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. De surcroît, lesdits professionnels de santé peuvent engager leur responsabilité si, par suite d'une insuffisance de ses connaissances linguistiques, ils commettent une erreur dans l'exercice de leur profession.

Parmi les 10.003 professionnels de santé non médicaux, recensés comme étant en activité en 2007 par le service des statistiques de la direction de la Santé, 47 % étaient de nationalité étrangère. Parmi ceux-ci on dénombrait 1.663 ressortissants français, 1.465 allemands, 997 belges et 610 citoyens d'autres nationalités ; 4.678 de ces professionnels, soit 46,7 % étaient des non-résidents,

Sur les 1.919 médecins en activité en 2009, 20% étaient de nationalité étrangère ; 381 médecins, soit 19,8 %, étaient des non résidents.

Pour ce qui est des professionnels actifs dans les services et unités de psychiatrie hospitalière et extra-hospitalière et auxquels s'intéresse plus particulièrement Madame la députée, 43% des médecins et 53% des autres professionnels de santé sont de nationalité étrangère.

Toujours est-il qu'une grande majorité d'employeurs encouragent, voire incitent leur personnel concerné à participer à des cours de langue luxembourgeoise. Le Ministère de la Santé insiste régulièrement sur la nécessité de cette démarche.

Cela étant dit, et pour autant que les qualifications professionnelles des migrants ressortissants communautaires répondent aux critères du droit communautaire, et plus particulièrement à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, ceux-ci peuvent librement s'établir sur le territoire de l'Union européenne.